



## Section du Calvados

### ***Déclaration liminaire des élus CFDT-CFTC au CTL du 15/01/2019***

Monsieur le président,

Ce premier CTL de l'année devrait être l'occasion de formuler à la DGFIP et à notre direction des vœux de prospérité, de réussite et de progression, or c'est toujours celui de l'annonce du « plan social » pour l'année qui entérine 23 nouvelles suppressions d'emplois pour le CALVADOS qui s'ajoutent à celle des années précédentes sans rupture depuis une dizaine d'année. Jusqu'où irons-nous ?

Vu de Bercy, cet exercice se calcule en ratios, en moyenne, en « correctifs », en opération de « rebasage » ... Quels termes mathématiques ! Mais derrière tous ces chiffres, Monsieur le Président, il y a des hommes, des femmes, des personnels de tout grade, qui n'en peuvent plus ! Malgré des efforts d'adaptation à un environnement de travail en perpétuel mouvement. Ils ressentent une inquiétude croissante, tant pour leur avenir personnel que pour l'avenir professionnel. Un métier où on parle de service public, de l'exécution de missions au service de tous, de qualité de réponse aux besoins des citoyens. Aujourd'hui, les agents des Finances Publiques - et la CFDT le répète : tous grades confondus ils ne trouvent plus de sens à leurs missions et ne peuvent plus, ne savent plus, faire face aux charges qui leur incombent.

Vous allez certainement nous parler de la justesse des réformes de la DG. De l'efficacité ! De la nécessité de nous adapter. La CFDT et la CFTC n'ont jamais refusé la modernisation de l'administration. Mais pas n'importe comment . Pas à n'importe quel prix. Et surtout pas avec comme seule et unique ligne directrice la réduction de 50 000 emplois de fonctionnaires, sans aucune réflexion globale sur le devenir du service public en France.

Ces suppressions d'emplois à la DGFIP, ce n'est ni une innovation, ni un changement. Cette constance dans la déconstruction de notre administration, réduit en pratique la portée de nos missions : territoires abandonnés, populations laissées pour compte, seuils d'intervention relevés, etc ...

La CFDT et la CFTC sont tout à fait conscientes que les suppressions d'emplois ne sont pas de votre fait, que seule la répartition est de votre unique responsabilité. Les représentants CFDT et CFTC du personnel, totalement opposés à ce processus d'autodestruction, vous laissent l'entière responsabilité de cibler les emplois condamnés à passer à la trappe. Les élus CFDT-CFTC vous annoncent, avant même de prendre part au débat, qu'ils voteront contre ce projet de suppressions d'emplois. Moins d'emplois B et C, c'est plus de travail par agent, toutes catégories confondues.

C'est moins de qualité dans l'exécution des missions, moins de réponses aux usagers, plus d'attente aux guichets. Déjà, les conditions de travail se sont dramatiquement dégradées, elles ne pourront que s'aggraver encore, avec des risques accrus pour la santé physique et morale des agents. La qualité du service public est insuffisante pour répondre aux besoins des usagers, elle sera encore plus en recul alors même que 2019 est une année emblématique pour la DGFIP avec la mise en place du PAS.

Si les représentants CFDT-CFTC du personnel ont estimé nécessaire de participer au Comité Technique Local, c'est pour recueillir vos arguments, mais c'est aussi pour vous rappeler les revendications de la CFDT et de la CFTC qui continuent de penser que la qualité du service public doit s'appliquer sur tout le territoire, elle ne doit pas se réduire à la question de l'implantation et des horaires d'ouverture, il ne s'agit pas uniquement d'une quantité de service public.

Les plates-formes téléphoniques ou courriels vont devenir l'accès privilégié ce qui interdit le contact plus personnel et écarte d'office une partie de la population qui n'utilise pas ou ne maîtrise pas les nouveaux moyens de communication.

Pour les usagers cela implique une inégalité territoriale qui menace la cohésion sociale, plus on est éloigné des villes, plus on est éloigné du service public. Les événements des dernières semaines en France nous le montrent car les agents des Finances Publiques et les locaux en sont la cible, car nous représentons l'État dans les territoires.

Les élus :

Daniel TEXIER, titulaire.

Caroline ZIELINSKI, suppléante.

Philippe ROTINI, expert.